



Syndicat National Unitaire
de l'Enseignement Professionnel

Paris, le 7 novembre 2011

COMMUNIQUÉ

Préparation aux concours PLP : une disparition programmée !

Alors que la réforme de la « Masterisation » entre dans sa 2^{ème} année d'application, les conséquences sur la formation et le recrutement des futurs professeurs de l'enseignement professionnel (PLP) sont catastrophiques. Déjà, l'année dernière, le SNUEP-FSU avait constaté une baisse importante du vivier des candidat-es. En cette rentrée, nous avons été alertés de la fermeture de nombreuses préparations aux concours CAPLP adossées ou non à des masters 1 et 2. Le SNUEP-FSU a récemment rencontré Gilles Baillat président de la CDIUFM qui a confirmé ces craintes. Ainsi, partout sur le territoire et dans l'ensemble des formations proposées pour les préparations aux concours PLP, nous assistons à un effondrement du nombre d'étudiants et ce, malgré l'investissement des IUFM dans l'élaboration de maquettes de master pour les concours PLP.

Le phénomène est d'autant plus inquiétant qu'il n'épargne pas les IUFM où les anciens centres de formations des PLP (ENNA) étaient implantés : c'est le cas par exemple à Nantes où les formations en maths/sciences, en Génie Industriel Bois, conducteurs routiers (pour cette dernière, c'était la seule formation ouverte en France dans ce domaine). La CDIUFM reconnaît que la réforme de la « masterisation » est très déstabilisante pour les disciplines « métiers », et entraîne une chute des inscriptions aux concours. Par contre, elle ne s'explique pas bien la baisse des étudiant-es pour les disciplines de l'enseignement général (maths-sciences, lettres-histoire géo, lettres-langues ...). Par ailleurs, le manque de cohérence dans la carte des formations a pour conséquence d'exclure environ 150 étudiant-es désirant se préparer au CAPLP et ne trouvant pas de possibilité d'inscription en Master.

Aujourd'hui, pour la première fois, certains concours PLP sont ouverts alors que n'existe plus aucune préparation universitaire sur le territoire. Ce phénomène laisse le champ libre aux officines privées qui seront bientôt les seules à proposer des préparations à certains concours. Il est à craindre, dans ces conditions, une diminution du nombre de candidat-es, voire leur disparition dans certaines disciplines. De fait, le recrutement par concours risque d'être plus que problématique.

Cette désaffection des candidat-es aux concours PLP est la conséquence directe des choix opérés par le ministère de l'éducation nationale :

- Allongement du niveau d'étude sans aucune revalorisation sérieuse du métier
- Dégradation des conditions d'entrée dans le métier et plus globalement des conditions de travail
- désengagement de l'EN dans la formation de ces enseignant-es
- suppression de pré-recrutement et des allocations d'études
- suppression de la carte des formations et fragilisation des IUFM qui s'étaient fortement impliqués dans la formation des PLP

De plus, le ministère s'entête à demander des certifications supplémentaires (CLES et C212E) à l'ensemble des futurs enseignant-es alors que les formations ne sont pas garanties par les universités. Pire, aujourd'hui il continue à exiger ces certifications alors qu'il n'y a plus de formation universitaire proposée pour passer ces concours. Ces exigences ne sont pas de nature à encourager les étudiant-es, ou des professionnel-les en reconversion, à suivre ces formations.

Le ministère porte une lourde responsabilité quant à la dégradation de la formation, aux tarissements des viviers des candidat-es et aux graves difficultés de recrutement des PLP à venir. Il aura délibérément négligé la formation et la préparation aux concours des PLP pour les voir disparaître. D'ailleurs, les propos de Mme Théophile sur le recrutement de professeurs de lycée professionnel en contrats précaires ne sont pas de nature à nous rassurer.

Pour le SNUEP-FSU, il faut donc prendre des mesures urgentes afin de sauver la formation initiale des PLP et de garantir la préparation effective à l'ensemble des concours PLP ouverts. Sans quoi, très rapidement il n'y aura plus de candidat-es pour passer ces concours et donc plus de PLP pour enseigner en voie professionnelle.

Le SNUEP-FSU demande au ministre de l'EN d'agir rapidement afin d'améliorer la situation.

Jérôme DAMMERY
Co Secrétaire général

Contacts : - J. Dammery, 06 29 41 20 10, secrétaire général en charge des questions éducatives
- M-C Guérin, 06 43 71 87 41, Communication SNUEP-FSU